



Photo : fabrizio pizzolante

Malgré ses importants efforts de promotion, le Luxembourg perd treize places en un an (26^e rang mondial) pour ce qui est de son image de marque à l'étranger.

La compétitivité sur une pente glissante

Tout comme l'OCDE mercredi, le classement de la compétitivité mondiale de l'institut IMD insiste sur la nécessité pour le Luxembourg de se réformer alors que le pays a rétrogradé à la treizième place mondiale.

Dans son classement mondial de la compétitivité, l'institut suisse IMD a rétrogradé le Luxembourg d'une place cette année au 13^e rang mondial sur soixante. Le marché de l'emploi et la dégradation des finances publiques expliquent en grande partie cette détérioration.

De notre journaliste
Daphine Dard

Dans ce classement mondial, le Luxembourg est embarqué dans la dégradation des performances qui touchent depuis plusieurs années les pays européens à l'exception notable de la Suède, la Norvège et l'Allemagne (4,6 et 9) qui améliorent ou conservent leur rang.

Le top 3 des pays les plus compétitifs du monde reste à peu près le même que l'année dernière à l'exception de Hong-Kong qui cède sa première place aux États-Unis qui étaient troisième l'année dernière, la

Suisse conservant son deuxième rang. Si le Luxembourg, en passant de la douzième à la treizième place mondiale, fait mieux que ses voisins que sont les Pays-Bas, la France et la Belgique (14, 26 et 28), le pays continue à reculer dans le classement mondial et s'éloigne de son meilleur rang qui date de 2007 (4^e).

Pour améliorer sa compétitivité, le Grand-Duché doit faire face à plusieurs défis selon l'IMD : améliorer sa compétitivité coût et réduire son inflation par rapport à ses voisins, réindustrialiser son économie grâce à l'éducation et des programmes de R&D, accroître le crédit aux PME et réduire la charge administrative ou encore redresser ses finances publiques et résoudre le problème des coûts liés au vieillissement de sa population.

Pour la Chambre de commerce, qui relaie comme chaque année ces résultats, l'étude montre qu'il est nécessaire d'entreprendre des réformes en

profondeur dans le pays. L'étude de l'IMD, si elle prend parfois mal en compte des spécificités comme la petite taille du pays, est très complète puisqu'elle s'appuie sur 300 indicateurs répartis au travers de quatre piliers.

➤ Une dette en très forte inflation

Dans le premier pilier qui a trait aux performances économiques, le Luxembourg améliore sa position en passant de la sixième à la cinquième place mondiale grâce à la bonne santé du secteur financier et notamment au niveau des actifs sous gestion et des investissements directs étrangers. Mais déjà, une certaine dégradation est notable du côté du marché de l'emploi, le pays perdant cinq places dans la rubrique création d'emplois.

Dans le pilier dit d'efficacité et d'efficience des pouvoirs publics, le

Luxembourg recule de deux rangs à la 18^e place. Dans la catégorie finances publiques, le pays voit en effet dix indicateurs sur douze se dégrader. Le pays perd notamment douze rangs en ce qui concerne la soutenabilité des pensions et passe même de la sixième à la 55^e place mondiale en ce qui concerne la croissance de la dette publique, ce qui fait de lui un des pays qui s'endette le plus vite par rapport aux autres pays évalués dans l'étude.

Dans le pilier dédié à l'environnement des affaires, le pays perd quatre rangs et pointe à la seizième place mondiale. Il est particulièrement intéressant de noter que malgré ses importants efforts de promotion, le Luxembourg perd treize places en un an (26^e rang mondial) pour ce qui est de son image de marque à l'étranger.

En ce qui concerne le pilier relatif aux infrastructures, le pays peut toutefois retirer des satisfactions

puisque'il se maintient à la 23^e place mondiale. L'IMD fait même gagner deux rangs au pays en matière d'infrastructures technologiques, les progrès réalisés en matière de sécurité informatique et de connexion ayant été récompensés.

Dans un environnement particulièrement difficile, il apparaît donc essentiel pour le Luxembourg de faire en sorte de restaurer sa compétitivité car, selon les dernières prévisions de l'OCDE en l'état actuel des choses, le PIB du Grand-Duché ne devrait croître que de 0,8% en 2013, soit une prévision plus pessimiste que celle du Statec (1%) et de 1,7% en 2014 alors que le Statec prévoit 2,3%.

Mais ces prévisions ne sont pas immuables, l'OCDE précisant que «des réformes structurelles, qui renforcent les incitations au travail, réduisent les obstacles à la concurrence et améliorent le système éducatif augmenteraient la croissance potentielle».